

Résonances

Pôle ressources ville et
développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

L'actu du Pôle ressources

< Cycle de réflexion, 4 octobre, 9h-12h30, Eaubonne >

APPRÉHENDER LE PHÉNOMÈNE DES CYBERVIOLENCES AU PRISME DU GENRE : ÉTAT DES LIEUX ET ENJEUX

Le Pôle ressources a initié, au cours de l'année 2023, un cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles. Après une première rencontre consacrée à la problématique de la prostitution des mineur·es, le second temps abordera le phénomène des cyberviolences, visant à mieux en cerner les enjeux ainsi qu'à outiller les acteur·rices du développement social et territorial. Il s'agira, avec l'intervention de Sigolène Couchot-Schiex, professeure en sciences de l'éducation et de la formation à CY Cergy Paris Université, de dresser un état des lieux des différentes formes que peuvent prendre les cyberviolences, d'en comprendre les mécanismes et les effets sur l'ensemble du public scolaire, notamment chez les filles. Sigolène Couchot-Schiex s'appuiera sur les résultats de ses enquêtes menées auprès de jeunes de collège (11 à 16 ans), d'où il ressort, à titre d'exemple, que 58,8% des filles ont reçu au moins une fois une insulte sexiste dans une période de 45 jours en début d'année scolaire. Les garçons ne sont d'ailleurs pas épargnés. Des témoignages de professionnel·les, qui portent des actions contre les cyberviolences, ponctueront également cette matinée, afin d'évoquer des moyens de sensibiliser les publics : prévention, outils...

www.lepoleressources.fr/actions/apprehender-le-phenomene-de-cyberviolences-au-prisme-du-genre-etat-des-lieux-et-enjeux/

< Petit-déjeuner, 20 octobre, 10h-12h, Eaubonne >

BANLIEUE FRANÇAISE : EXPÉRIENCES ET EXPRESSIONS DU QUARTIER.

L'expérience de grandir en banlieue reste singulière. Les jeunes de quartiers, devenus adultes, partagent un vécu similaire, qui façonnent leurs regards : rapport à l'école, à la police, aux institutions de la République. Le Pôle ressources propose un petit-déjeuner pour mieux cerner les expressions politiques et sociales de ces quartiers, loin des discours uniformes et des clichés. Cette rencontre sera l'occasion d'échanger avec Benjamin Lippens, doctorant en sociologie qui mène une thèse intitulée « Grandir en banlieue : parcours, construction identitaire et positions sociales ». En arpenter les banlieues populaires, il a pu collecter les témoignages de centaines d'adultes ayant grandi dans le même quartier, afin de mieux saisir leurs manières de voir la société française et d'y prendre place (travail, discrimination, ascenseur social). Auteur d'une tribune dans *Le Monde* sur les révoltes urbaines de juin 2023, Benjamin Lippens abordera l'expérience de la banlieue, traitera des parcours de vie qui se confrontent aux déterminismes sociaux, entre acceptation et résistance.

www.lepoleressources.fr/actions/banlieue-francaise-temoignages-dhier-a-daujourd'hui/

< Rencontre, 26 septembre, 9h30-17h30, Paris >

RENCONTRE D'ACCUEIL DES COORDONNATEUR·RICES ASV/CLS/CLSM FRANCILIEN·NES

PromoSanté Île-de-France et les CRPV franciliens (Profession Banlieue, Ressources Urbaines et le Pôle ressources) reconduisent une rencontre des coordinateur·rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France. La matinée s'attellera les fondamentaux de la promotion de la santé et de lutte contre les inégalités sociales de santé, initiera une culture commune et situera la fonction dans un système de santé, politique et institutionnel. L'après-midi, réservée aux nouveaux·lles coordinateur·rices et aux chargé·es de mission, sera l'occasion d'identifier collectivement les conditions pour qu'une prise de poste dans une démarche de promotion de la santé se déroule de façon optimale, d'échanger autour de thématiques d'actualité et de découvrir des outils et des ressources.

Contact : Noémie Siefert, noemie.siefert@lepoleressources.fr

< Réseau national des CRPV >

EXPÉRIMENTATION NATIONALE « QUARTIER EN FLUX »

Le Pôle ressources se porte candidat à l'expérimentation nationale « Quartier en flux ». Proposée par le réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), en particulier son groupe de travail questions urbaines, cette expérimentation vise à consolider une méthode d'observation des quartiers prioritaires, comme étant des territoires constamment en mouvement, dans l'objectif d'améliorer la connaissance de la géographie prioritaire, de ces habitant·es, et de renforcer l'action publique locale. Plutôt que de s'arrêter uniquement sur des données statistiques classiques (pauvreté, chômage) qui ne sont que des photographies « à l'instant » d'un territoire, la démarche consiste à s'intéresser - en partenariat avec les INSEE régionaux - aux mobilités résidentielles des habitant·es de la politique de la ville : celles et ceux qui déménagent, et qui emménagent. À l'exemple d'autres CRPV (Cité ressources, Ville & Territoires...), le Pôle ressources entre actuellement dans une phase d'étude de faisabilité.

National / Régional

Participation

JOURNÉE DE RESTITUTION DU 6ÈME RAPPORT SUR LES PAROLES D'HABITANT·ES DES QUARTIERS POPULAIRES

Après 2 ans de travail collectif, de réunions en visioconférence et d'organisation de rencontres avec les habitant·es de quartiers populaires, la fédération nationale des centres sociaux, en partenariat avec le réseau national des centres de ressources politique de la ville, organise une journée de restitution du 6ème rapport « Paroles d'habitant·es des quartiers populaires ». La matinée sera consacrée à la restitution des principaux enseignements de ce rapport, dédié cette année à la question de l'engagement, où des partenaires, contributeur·rices, centres sociaux de quartiers populaires et institutions seront également conviés. L'après-midi, - consacrée aux centres sociaux, habitant·es et fédérations impliqué·es dans la démarche -, permettra de questionner les freins et les leviers de la réussite des mobilisations dans les quartiers, via du théâtre forum.

Inégalités

LA MESURE DU NON-RECOURS AUX POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES PAR LES HABITANT·ES DES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Cette étude du cabinet Compas revient, à l'aune de la nouvelle contractualisation de la politique de la ville, sur l'accès au droit commun dans les quartiers de la politique de la ville. Après avoir défini la notion de droit commun, l'étude traite du non-recours aux prestations et aux politiques publiques dans les quartiers prioritaires et met en avant le fait que les

dépenses par personne sont moindres au sein des ménages les plus précaires, et encore plus faibles dans les quartiers prioritaires. Enfin, le Compas souligne la nécessité de mettre en place une mesure plus structurée du recours au droit commun dans les quartiers, afin d'améliorer l'évaluation des contrats de ville.

www.lecompas.fr/doc/Compasz00m28_05juin2023.pdf

En bref

- Sabrina AGRESTI-ROUBACHE est nommée Secrétaire d'État chargée de la Ville auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
www.gouvernement.fr/actualite/la-nouvelle-equipe-gouvernementale-delisabeth-borne
- Semaine de l'égalité, Observatoire des inégalités, du 23 au 30 septembre, Paris et Tours
<https://www.inegalites.fr/Pour-ses-20-ans-l-Observatoire-des-inegalites-organise-une-Semaine-de-l-egalite>
- Élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains, circulaire, 31 août
www.lepouleressources.fr/une-circulaire-relative-a-l-elaboration-des-contrats-de-ville-2024-2030-est-parue/?preview_id=11145&preview_nonce=912743896b&preview=true

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Yvelines

MÉTAMORPHOSES URBAINES DES QUARTIERS PRIORITAIRES YVELINOIS

Après avoir acté en février 2023 sa feuille de route en matière de politique de la ville, le conseil départemental des Yvelines, à travers sa direction Ville et Habitat, organise l'évènement « Métamorphoses urbaines des quartiers prioritaires yvelinois », le 21 septembre prochain. Cette rencontre sera l'occasion de partager les dernières actualités de l'action publique du département en direction des quartiers mais également de nourrir la réflexion, avec 3 tables rondes dédiées à la ville inclusive, à travers la prise en compte des besoins des habitant·es ; à l'urbanisme temporaire ; et à l'action éducative comme source de transformation des quartiers.

Contact : Léa Zdravkovic, lzdravkovic@yvelines.fr

Val d'Oise

RENCONTRE DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

Le conseil départemental du Val d'Oise organise une rencontre de la prévention spécialisée sur son territoire, le 6 octobre prochain. Celle-ci abordera les orientations stratégiques de la politique départementale de prévention spécialisée sur la période 2023-2026 et reviendra sur les actions conduites en 2022-2023. Enfin, un temps de sensibilisation et d'échanges autour des pratiques numériques des jeunes, des cyberviolences et des pistes éducatives qui en découlent sera proposé.

Contact : communication@valoise.fr

Ouest francilien

MOBILITÉS ACTIVES CHEZ DE JEUNES FRANCILIEN·NES

Faisant suite à la publication du guide « À pied et à vélo dans les quartiers prioritaires », le Club des villes et territoires cyclables et marchables (CVTCM) diffuse un documentaire sur les représentations des mobilités actives exprimées par les jeunes des quartiers populaires. Réalisé par des étudiant·es de « Science Po Saint-Germain » dans le cadre d'une enquête commandée par le CVTCM, ce court-métrage d'une vingtaine de minutes tend le micro aux jeunes des quartiers prioritaires d'Île-de-France en provenance de Pontoise (Marcouville), de Gennevilliers (Les Agnettes) et d'Ivry-sur-Seine (Ivry-Port). En s'appuyant également sur les témoignages d'acteur·rices de la politique de la ville, cette enquête-vidéo ouvre la voie à de nouvelles pistes pour une meilleure diffusion, plus équitable, des mobilités actives sur l'ensemble des territoires.

Contact : Thibault Hardy : thardy@villes-cyclables.org

Fiche expérience

Garges-lès-Gonesse

RETOUR SUR... LE 19.59 : UN TIERS-LIEU EN FAVEUR DE L'INSERTION ET DE L'ALIMENTATION DURABLE

Ouvert par l'association RER (Réseau d'Echanges et de Restauration), le café-restaurant 19.59 est un tiers-lieu qui, pendant 3 ans, a conjugué insertion professionnelle et alimentation, saine et durable, à l'Est du Val d'Oise.

Installé au pied de la gare RER de Garges-Sarcelles, le café-restaurant associatif « 19.59 », créé en 2019, doit son nom à l'année de construction de la gare, située au croisement de 2 emblématiques grands ensembles du Val d'Oise : celui des Lochères (côté Sarcelles) et Dame Blanche (côté Garges-lès-Gonesse). Pendant près de 3 années, le 19.59 s'est donné pour défi de proposer une offre alimentaire, équilibrée et locale, au sein d'un territoire où la restauration rapide prédomine. Offrir ici une restauration saine et durable en restant accessible au plus grand nombre semblait, au départ, un pari audacieux. *A l'époque, ce n'était pas encore la mode des tiers-lieux alimentaires. Mais nous voulions créer un espace pour favoriser les rencontres, avec différentes fonctions*, explique la fondatrice, Fatima Idhammou. Derrière sa façade de café-resto, le 19.59 était un lieu de convergence qui regroupait, à la fois, les habitant·es du quartier et les personnes y travaillant. *La gare reste l'un des derniers lieux de mixité*, souligne Fatima. En tant que tiers-lieu, le 19.59 pouvait servir de lieu de rencontre, le midi, mais aussi d'espace d'animation ou de formation, le soir. Lors de la pause-déjeuner, le café-restaurant servait jusqu'à 80 couverts, grâce aux équipes de personnes en insertion professionnelle, composées quasi exclusivement de femmes. *La clientèle ne manquait pas*, témoigne Clairane Desrayaud, directrice du tiers-lieu. Alors, comment un espace qui bénéficiait pourtant d'une reconnaissance locale a-t-il baissé définitivement le rideau en octobre 2022 ?

De l'idée du projet à sa concrétisation

Lauréat du programme Gare partagée, lancé en 2016 par Gares & Connexions (SNCF), le café-restaurant se voulait, dès son origine, un projet conjuguant alimentation durable et insertion professionnelle. *C'était plutôt nouveau pour la SNCF, de mettre du foncier à disposition d'une petite structure de l'insertion, mais également pour nous qui ne connaissions pas, à l'époque, de projet similaire*, se remémore la fondatrice. Trois longues années se

sont ainsi écoulées entre l'obtention de l'appel à projets et l'ouverture officielle du lieu. Une période pendant laquelle il a fallu engager des coopérations avec les organismes publics et privés, et acquérir des fonds complémentaires pour mener à bien les travaux dans les locaux longtemps restés vacants de la SNCF. *Toutefois, avec le souci de rester indépendant des élu·es municipaux*, revendique Fatima. Si le lieu profitait d'une localisation très avantageuse, il était cependant contraint par sa surface. Avec seulement 40m² de superficie, le café-restaurant a pu profiter des cuisines du foodlab de l'association RER, installée dans les anciennes cuisines centrales de Goussainville. Au moyen d'une convention d'occupation temporaire, signée en 2018 avec la ville de Goussainville et l'agglomération Roissy Pays de France, cet incubateur culinaire a permis de soutenir le café-restaurant, tant pour impulser sa création que pour garantir sa gestion.

Le chantier d'insertion : au cœur du projet du café-restaurant

Le chantier d'insertion est né du constat, d'une part, que le savoir culinaire demeure souvent l'apanage du masculin dans le cadre professionnel et du féminin à la maison, et d'autre part, que le besoin de recrutement dans la restauration est en pleine croissance. Dès son ouverture, le café-restaurant a accueilli 7 salarié·es en insertion et 2 encadrant·es. L'objectif consistait à s'appuyer sur leurs savoirs culinaires préexistants, tout en leur permettant également d'exercer l'ensemble des activités du restaurant. Afin d'assurer la gestion au quotidien des activités du 19.59, Clairane Desrayaud a été par la suite recrutée comme directrice. Ces missions consistaient à développer une offre de restauration accessible et respectueuse de l'environnement (notamment en livraison), à fidéliser la clientèle, à accroître le chiffre d'affaires, et à former les salarié·es. *L'enjeu consistait à ce que tout le monde soit remplaçable (moi comme les salarié·es) en étant formé·e à la cuisine, à l'encaissement et à l'accueil des client·es, à la préparation de la salle et des commandes, au ménage...*

témoigne Clairane Desrayaud. A partir de 2022, les salarié·es permanent·es du chantier d'insertion ont suivi le programme SEVE Emploi (Fédération des acteurs de la solidarité), une formation-action pour mieux les accompagner dans leur transition professionnelle, via des ateliers (préparation aux entretiens d'embauche, recherche d'emploi ou encore renforcement de la confiance en soi). Malgré la fin précipitée du chantier d'insertion, presque tous·tes les salarié·es ont trouvé un emploi (CDI ou CDD), notamment grâce aux compétences transposables acquises.

Six années d'envies, riches d'apprentissages et d'enseignements

Fortes de leur expérience dans l'entrepreneuriat social, qui a permis de proposer une offre de restauration innovante, saine et durable, la fondatrice du 19.59 et sa directrice reviennent sur la conjoncture compliquée, qui a contribué à affaiblir le modèle économique de l'association. *La crise sanitaire liée au Covid-19, la fin de la convention d'occupation de l'incubateur à Goussainville, l'inflation, la hausse de l'énergie et des factures qui s'ensuivent*, énumèrent-elles. Elles alertent également sur différents aspects propres à la phase de préfiguration. L'importance tout d'abord de ne pas sous-estimer l'investissement financier que nécessite le lancement de ce type d'activité. Le chantier d'insertion est financé par l'Etat, mais les fondateur·rices restent toujours les dernières personnes à se salarier. *Les subventions sont souvent uniquement fléchées pour des investissements matériels, et trop rarement pour de l'humain, ce qui crée des difficultés*, déclare Fatima Idhammou. Un autre point de vigilance réside dans la négociation avec les collectivités concernant les espaces d'occupations temporaires. Elles rappellent l'importance de ne pas sous-estimer la sécurité juridique, en créant par exemple un article au sein de la convention d'occupation pour permettre de protéger la valeur économique, sociale et d'usage créée par la structure sur l'incubateur social.

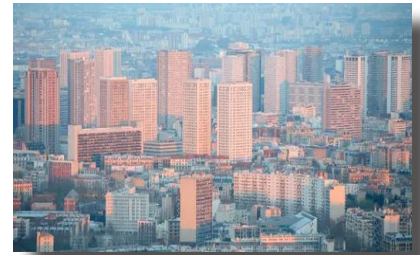
Contact : Fatima Idhammou, contact@associationrer.org



< ÉMISSION RADIO >

LES QUARTIERS "PRIORITAIRES"... LE SONT-ILS VRAIMENT ?

L'épisode "les quartiers prioritaires... le sont-ils vraiment ?" issu de la série "des idées pour un monde nouveau", sur France inter, reçoit Hakim El Karoui, essayiste et consultant à l'Institut Montaigne, auteur du rapport intitulé "l'avenir se joue dans les quartiers pauvres". Celui-ci revient sur les stéréotypes véhiculés sur ces quartiers, notamment cette idée que ce sont des territoires où "on investit toujours plus, sans résultat". Il rappelle, au contraire, que l'on y trouve 5 fois moins de crèches qu'ailleurs, que la masse salariale des fonctionnaires y est moins importante, ou encore que les élèves peuvent perdre jusqu'à une année de cours sur leur scolarité (citant l'exemple de l'académie de Créteil). En s'appuyant sur la parole des habitant-es, il développe 31 propositions opérationnelles afin d'améliorer les conditions de vie au quotidien, comme multiplier les secteurs multicollèges, expérimenter divers canaux de recrutement des professeur-es, ou systématiser l'intégration des familles à un parcours petite enfance.



www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/des-idees-pour-un-monde-nouveau/des-idees-pour-un-monde-nouveau-du-mardi-22-aout-2023-1465845



< DOSSIER DE PRESSE - RÉALISÉ PAR LE PÔLE RESSOURCES >

ÉCLAIRAGES SUR LES VIOLENCES URBAINES

Ce dossier de presse, réalisé par l'équipe du Pôle ressources, offre une sélection d'articles de presse, de tribunes, d'entretiens faisant suite aux évènements survenus dans l'hexagone après la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, le 27 juin dernier.

www.lepoleressources.fr/eclairages-sur-les-revoltes-urbaines/

< À LIRE / À VOIR >



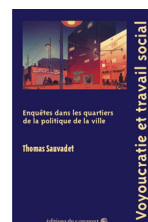
L'ÉPREUVE DE LA DISCRIMINATION. ENQUÊTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Sümbül Kaya, éd. Alpha, août 2023, 544 p

La France n'a pas pleinement pris la mesure de l'ampleur du racisme et des discriminations qui la traversent. Des millions d'individus subissent au quotidien micro-agressions et stigmatisation, voient leurs opportunités d'ascension sociale entravées, leur espérance de vie écourtée. À partir d'une enquête inédite dans plusieurs quartiers populaires en France, mais aussi au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, cet ouvrage analyse les conséquences du déni qui entoure les discriminations : dépression, exil, repli sur soi... [...]. Paradoxalement, l'expérience des discriminations peut aussi nourrir des compétences et savoir-faire nouveaux, développer la capacité à agir des habitants des quartiers populaires qui se lèvent face aux violences policières, se mobilisent dans des associations ou investissent les partis politiques. On assiste ainsi peut-être à l'émergence d'une nouvelle génération militante, engagée pour l'égalité.

<https://collection-alpha.com/livre/L%27epreuve-de-la-discrimination/71>

Extraits 4e de couv



VOYOCRATIE ET TRAVAIL SOCIAL. ENQUÊTES DANS LES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Thomas Sauvadet, éd. du Croquant, août 2023, 370 p

Les éducateurs de la prévention spécialisée et les animateurs sociaux des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) sont-ils des travailleurs sociaux « comme les autres » ? Cette enquête s'intéresse aux spécificités du travail social dans les QPV [...], confrontés aux émeutes depuis les années 1980 et à la professionnalisation du trafic de stupéfiants à partir des années 1990. Comment la prévention spécialisée et l'animation sociale se sont-elles adaptées à ces évolutions ? Comment éducateurs et animateurs peuvent-ils justifier salaires et subventions quand les jeunes « dont tout le monde parle » (sans les nommer) les ignorent ou les boycottent, lorsqu'ils ne les chassent pas du quartier ? Comment travailler avec ces jeunes lorsque l'un d'eux se change en partenaire, ou si sa petite sœur devient une collègue ? Telles sont les questions posées au fil des dix-sept études de cas de cette enquête qui commence dans les années 2000 et se termine quinze ans plus tard.

<https://editions-croquant.org/champ-social/915-voyoucratie-et-travail-social-enquetes-dans-les-quartiers-de-la-politique-de-la-ville.html>

Extraits 4e de couv